

AMBASSADE DE FRANCE EN ITALIE, LE 22 FÉVRIER 2006

Hubert Vedrine

Ambassade de France en Italie, le 22 février 2006

D'abord je voudrais dire que c'est un grand plaisir pour moi de me retrouver à Rome ce soir pour cette rencontre, à l'invitation de l'ambassadeur de France Monsieur de la Messuzière, et que je suis très heureux de dialoguer avec le président d'Aléa. Je ne l'avais pas entendu depuis quelques temps et j'ai été frappé en l'écoutant de voir à quel point je suis d'accord avec l'esprit général de son intervention, notamment avec ce qu'il a dit sur les illusions européennes à dépasser. Je vais d'abord vous dire comment je vois cette question des relations Europe-Etats-Unis dans la longue durée. J'ai tendance à «dégonfler» un peu le sujet pour estimer que cela n'est pas si compliqué que ça à gérer, la relation Europe Etats-Unis. Ce que je veux dire par là c'est que pendant très longtemps, quasiment de la fondation des Etats-Unis jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'Europe et les Etats-Unis ont été reliés par des liens humains certes importants, et c'est encore plus vrai pour l'Italie que pour la France, tout en étant des mondes en fait assez différents et assez éloignés. Dans la première moitié du XXème siècle, il n'y avait pas de littérature sur les «valeurs transatlantiques». Il y avait des relations entre tel et tel pays l'Italie, l'Irlande, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, etc... et les Etats-Unis. Au début du XXème siècle l'Amérique devient plus importante pour nous, mais toujours pas le sujet central pour les européens, et réciproquement. Pendant très longtemps nous étions donc des cousins issus de germain, comme on dirait en généalogie, mais pas dans une intimité absolument étroite ni avec une identité de points de vue sur tous les sujets. Le seul moment où l'Europe et les Etats-Unis ont été presque fusionnés c'est sous l'emprise d'une vraie menace, claire et nette, la menace stalinienne. Les chars puis les missiles soviétiques ont créé en quelque sorte, l'unité transatlantique. C'est d'ailleurs ce qui a conduit à la signature du traité de l'Alliance, puis à l'organisation militaire intégrée. Avec la guerre de Corée on s'est dit: la menace soviétique est sérieuse et on a bâti l'OTAN, un système militaire intégré en temps de paix comme si on était déjà en guerre, pour être plus efficace. Dans cette période, qui est celle de la guerre froide, les Etats-Unis et l'Europe sont dans le même bateau mais même à cette époque, cela n'a pas toujours été simple. Les chapitres que Henry Kissinger consacre aux relations entre l'Europe et les Etats-Unis et qui s'intitulent «les malentendus transatlantiques» en témoignent. Et contrairement à ce que l'on pourrait penser, ça ne concernait pas uniquement la France. A la fin de la guerre froide, quand l'Union Soviétique a disparu, chacun a repris une certaine autonomie de vision et on a vu très vite, que l'Europe n'était plus un souci central pour l'Amérique, vous l'avez dit très bien tout à l'heure. Cela ne veut pas dire que les Etats-Unis oublient l'Europe. Quand on est la principale puissance mondiale comme les Etats-Unis, et qu'on veut le rester, on ne peut négliger aucune zone du monde. Mais on s'occupe des urgences, si il y avait une menace sur l'Europe, nul doute que l'Europe reviendrait au premier plan des priorités américaines. Mais actuellement, l'Europe n'est pas pour eux un problème, ni une menace, ni une solution aux problèmes actuels. D'autre part, la classe politique américaine vient maintenant plutôt du Sud et de l'Ouest des Etats Unis que de l'Est. Ce sont des évolutions normales et naturelles. On sait bien que ces dernières années, l'Europe a employé l'essentiel de son énergie à faire face à ses problèmes internes d'organisation, d'élargissement, dans une course aux traités, depuis le traité de Maastricht jusqu'au traité constitutionnel finalement non ratifié. Donc Etats-Unis et Europe, ce sont toujours des mondes qui ont en commun beaucoup de choses, la démocratie, le marché. Quand on regarde en détail ce n'est pas forcément la même conception de la démocratie, ou du marché, même si vu de Pékin ou de Moscou c'est quand même très proche. Mais cela ne veut pas dire identité de vue et on voit bien que ressurgissent des différences de conception, devenues très nettes au moment de la guerre en Irak. Mais il n'y a pas eu les européens d'un côté, les américains de l'autre puisqu'en gros les européens ont éclaté en trois morceaux: ceux qui étaient d'embellée d'accord avec Tony Blair, avec la ligne américaine; ceux qui étaient contre et notamment la France et l'Allemagne; et un tiers qui essayait de rester entre les deux. C'est aussi une période où l'on voit s'afficher sans masque l'unilatéralisme américain ce qui, n'est pas une surprise non plus car on ne connaît pas de puissance dominante qui ait été multilatéraliste. On peut faire semblant de demander l'avis des autres, leur téléphoner, être poli, mais ce n'est pas que le multilatéralisme tel que les européens l'idéalisent. Les européens n'ont commencé d'ailleurs à idéaler le multilatéralisme qu'à partir du moment où ils ne pouvaient plus faire autrement, l'histoire européenne ayant été faite pendant longtemps de l'unilatéralisme de chacune des puissances européennes. Ce n'est donc pas tellement surprenant de voir des Etats-Unis unilatéralistes, et souverainistes (comme d'ailleurs à peu près le monde entier, sauf l'Europe de l'Ouest). Il n'y a que dans notre zone que l'on a fini par se persuader que le souverainisme était négatif. A peu près partout ailleurs dans le monde les gens pensent qu'être souverain sur son propre destin, est plutôt une conquête. Bref les Etats-Unis se montrent tels qu'ils sont, une puissance colossale, et les européens restent ce qu'ils sont. Si il n'y a pas de grand drame, du type de la guerre en Irak, on peut vivre avec. Il y a beaucoup de sujets sur lesquels on est d'accord, d'autres sur lesquels on est pas d'accord sans que cela soit grave, et de temps en temps des sujets sur lesquels on est pas d'accord et où cela devient grave. Si on accepte cette vision, on pourrait dire que la question des relations euro-américaines se ramène à deux choses: 1) Comment gérer les désaccords quand ils sont vraiment sérieux: est-ce que l'on les exagère, est-ce qu'on les exploite, ou au contraire est-ce qu'on essaie de les contenir, de les limiter, de les gérer? Puis 2) comment gère-t-on les désaccords entre les européens à propos des désaccords entre Europe et les Etats-Unis, parce que les européens ne sont presque jamais tous sur la même ligne. C'est pour cela d'ailleurs que jusqu'à maintenant, ils ne peuvent pas être incarnés par une personnalité unique. Ce n'est pas une question de «constitution», c'est une question de réalité politique. Après le moment violent, et intense de la guerre en Irak, les choses se sont finalement apaisées. Les Etats-Unis n'ont pas changé de philosophie sur le fond mais ils ont redécouvert qu'on a toujours besoin d'un plus petit que soi et donc ça redevient utile d'avoir un meilleur rapport avec les européens. La plupart des européens ne demandent pas grand chose en réalité. Ils demandent simplement à être traités à peu près poliment par les Etats-Unis. Tout cela pourrait donc suivre son traintrain et n'est en réalité pas tellement compliqué à gérer. Il y aurait d'autres commentaires à faire sur la façon dont la France gère elle-même ces épisodes de tensions avec les Etats-Unis, mais je m'en abstiendrai ici. Mais on peut aussi élargir plus de la relation Europe Etats-Unis. D'abord pour ceux qui croient à «l'Occident», qui pensent que l'Occident est un concept géopolitique pertinent, il est indispensable que dans le monde qui vient les occidentaux aient une approche commune pour jouer un rôle déterminant par rapport aux problèmes globaux du monde. Si l'on veut aller vraiment plus loin on vérifiera qu'il y a bien des conditions préalables à surmonter si on veut rebâtir pour demain, une alliance Europe Etats-Unis qui ne soit pas fondé uniquement sur la nostalgie ou sur la commémoration des anniversaires rituels. Entre la France et les Etats-Unis c'est quand on évoque Lafayette. (Lafayette qui n'avait été envoyé là-bas que pour contrer la politique britannique, ce n'était pas par amitié pour les futurs américains) alors qu'on est en train de s'affronter sur un problème actuel! Si on se demande quelle alliance est possible entre l'Europe et les Etats-Unis de demain on s'aperçoit qu'il y a des problèmes sérieux à la fois du côté américain et du côté européen. Le premier problème du côté américain d'abord est que cela ne les intéresse pas spécialement. En réalité ils ne cherchent pas de partenaires. Il y a quelques années, ils n'avaient pas aimé ça formule sur l'«hyperpuissance», pourtant pas agressive en français. En anglais «hyper power», c'est négatif, mais pas en français. Certains avaient dit que c'était injuste, anti-américain comme formule. Brzezinski l'avait trouvé trop ironique, mais quand on lit les pages où il décrit la puissance américaine souhaitable, c'est encore plus considérable que ce que j'avais voulu décrire moi, avec cette formule. Les américains débattent entre eux, dans des think tanks et dans des colloques sur le fait de savoir s'ils sont ou non un empire, la nation indispensable, une hégémonie bienveillante. Ils n'aiment pas que les autres le fassent. Je répète: dans la phase actuelle, les américains ne cherchent pas spécialement de partenaire. Ils se demandent ce qu'il faut faire avec la Chine, et ce qu'elle sera dans vingt ou trente ans. Mais ils ne pensent pas spécialement à l'Europe. Et rappelez-vous le premier mandat de George W.Bush. Rumsfeld considérait que même les alliés de l'OTAN étaient trop encombrants! Tout ça parce que pendant la guerre du Kosovo, à laquelle vous faisiez allusion tout à l'heure Monsieur le Président, les chefs d'Etat Major américains et le commandant en chef des forces de l'OTAN, le général Clark, avaient trouvé insupportable d'avoir à se concentrer tous les jours avec les chefs d'Etat Major britanniques, allemands, français et italiens sur les frappes et sur les cibles! Même des alliés aussi dociles que des alliés de l'OTAN c'était déjà trop! Avec des idées du type «c'est la mission qui détermine la coalition» etc, cela s'est aggravé. Dans le second mandat, Bush est devenu plus réaliste. De toutes façons les Etats-Unis ne sont pas attirés par le multilatéralisme et l'opinion américaine continue à penser que c'est plutôt courageux d'agir seul. Les européens, eux, depuis qu'ils croient vivre dans un monde post-traumatique après 45 et encore plus depuis 1989, pensent que c'est très mal d'agir seul, que l'on ne peut décider que «tous ensemble» au sein d'organismes variés. Mais dans le monde il n'y a que les européens qui croient cela vraiment. N'oublions pas que dans le monde actuel il y a 1 milliard d'occidentaux sur 6,5 milliards d'hommes et que les européens constituent une petite moitié de ce milliard d'occidentaux. Nos conceptions ne sont pas automatiquement partagées par les autres, et c'est un euphémisme. Les Etats-Unis vont-ils changer? Bush l'a un peu fait par rapport à ses débuts, mais les Etats-Unis ne vont pas changer fondamentalement. Je n'imagine pas un président des Etats-Unis qui puisse faire ratifier le traité sur la Cour Pénale Internationale. Sur Kyoto c'est un peu différent: je pense que les Etats-Unis ne ratifieront pas Kyoto mais qu'ils prendront des mesures scientifiques et autres, qui aboutiront à des résultats tangibles. Je vois pas les Etats-Unis changer fondamentalement d'attitude vis-à-vis de l'Europe même si Hillary Clinton était présidente. Ce n'est pas eux qui vont faire le fameux partenariat. On n'est plus dans la situation de 1945, où les Etats-Unis ne pouvaient pas prendre le risque que l'Europe de l'Ouest tombe sous la domination soviétique, et avaient donc un intérêt vital à redresser l'Europe, et à réarmer le plus vite possible en dépit du problème allemand, et à créer des organisations, à fournir des financements, pour que tout ça redémare. La générosité rejoignait alors la stratégie américaine et l'intérêt des Etats-Unis. Il n'y avait pas d'opposition entre la real politik et l'idéalisme, c'était la même chose. Nous ne sommes plus dans cette situation. Il n'y a pas de raison pour que les Etats-Unis donnent dans les années qui viennent la priorité à un partenariat avec l'Europe. Je suis désolé de dire ça, je serais très content de pouvoir dire l'inverse mais c'est comme cela. Donc cette question se pose pour l'essentiel de notre côté à nous, européens. Sommes nous capables, avons nous envie, d'être des partenaires des Etats-Unis? Il me semble que les européens sont partagés, en fait. Certains européens, dont des français, sont convaincus que l'Europe devrait devenir une vraie puissance, une puissance légaliste, pacifique, tout ce que l'on veut, mais enfin une puissance quand même. Je fais partie de ceux-là. Je pense que si l'Europe ne devient pas une puissance elle deviendra dépendante, et bientôt elle ne pourra même plus défendre son mode de vie. Or les européens sont en désaccord sur beaucoup de sujets mais pas sur leur mode de vie qu'ils voudraient préserver à tout prix. Pourtant je ne crois pas que les opinions publiques européennes soient acquiescées à cette idée d'Europe puissance. Evidemment dans certains pays c'est une idée qui est plus acceptée que dans d'autres. En France on a fait de nombreux colloques sur «l'Europe puissance» mais c'est parce que les français espéraient que ce serait une espèce de France en plus grand. Ils ont compris que c'était plus compliqué. Cela les perturbe. Les britanniques acceptent encore l'idée de puissance, mais ils ne l'orientent pas forcément de la même façon que nous. Mais je crois qu'une grande partie, des européens préféreraient en fait une grande Suisse. Quand je dis cela c'est pas du tout désobligeant pour les Suisses qui ont su remarquablement surmonter leurs propres problèmes de langue et de religion, et d'autre part se protéger des empires allemands. Ils ont réussi à se préserver, mais ce n'était pas un projet de puissance, et d'influence dans le monde. Beaucoup d'européens espèrent aujourd'hui que toutes ces histoires de puissance sont terminées, que nous vivons dans une «communauté internationale» régie par la Charte des Nations Unies. Monsieur d'Aléa en a très bien parlé, de cette croyance dans le droit, de cette vision kantienne du monde, etc... Tout cela est sympathique mais le monde ne fonctionne pas comme ça, pas encore. On peut espérer qu'il soit comme ça un jour... Beaucoup d'européens voudraient les avantages de la puissance: la sécurité, la protection, la liberté, l'influence dans le monde, et continuent à exercer ce privilège que l'Occident s'est attribué depuis mille ans de s'ingérer dans les affaires des autres pour leur imposer ce qu'il faut faire et croire. Mais les mêmes européens n'ont pas forcément envie de payer le prix de cette prédominance, le prix en termes de puissance, le prix en termes de risques, le coût budgétaire. C'est pour moi une question importante qui passe avant les traités. On peut écrire tout ce que l'on veut dans les traités, cela ne change pas d'un trait les mentalités. Au moment du traité de Maastricht on avait déjà prescrit que chaque état-membre devait respecter l'unité de position des européens, ne pas agir de façon isolée, etc... Quand il s'agit de faire des déclarations générales sur la démocratie, le développement, les droits de l'homme, c'est facile mais quand on est devant des sujets sérieux type guerre en Irak, l'unité éclate. Ce problème – Europe-puissance ou non - se pose à mon avis à tous les peuples européens, question non réglée par les traités parce que l'on n'a pas eu besoin jusqu'à le faire, ni pour le traité de Rome et pour aucun des traités après, ni pour la politique agricole commune ou les fonds structurels. Et quand on a écrit dans le traité de Maastricht «Politique Etrangère et de Sécurité Commune», on a considéré que c'était fait et qu'on avait établi ainsi une pensée commune. On a confondu des mécanismes de la coopération politique, le fait d'avoir créé le Haut Représentant pour la PESC, et l'unification véritable des pensées européennes. Or cela ne peut pas se décrire. Pour faire une monnaie unique, des dirigeants politiques déterminés peuvent dire après avoir beaucoup réfléchi: c'est décidé, on va faire la monnaie unique et tel jour vous allez rendre les lire, les marks et les francs et vous aurez des euros à la place. Mais on ne peut pas dire «à partir du 1er juin nous avons décidé que nous pensions tous la même chose sur les Etats-Unis» «à partir du 1er juillet la même chose sur le proche Orient» etc. Cela ne marcherait pas. On ne peut pas échanger les cerveaux, ça ne fonctionne pas ainsi. Et d'ailleurs ça n'a pas fonctionné. Il y a eu une décennie d'illusions, les années 90, d'illusions liées au déni de l'histoire, comme si l'Europe était refondée sur une table rase, illusion liée à l'économie, à la pensée technocratique au mépris de soi, des identités, ou à l'inculture tout simplement et à la futilité des époques médiatiques. Je ne sais pas à quoi c'est lié mais en tout cas cela n'a pas bien marché. Si nous voulons nous poser en partenaire des Etats-Unis il nous revient de régler d'abord cette question. Comment? Je ne sais pas. Peut être faudrait-il déclencher dans toute l'Europe un grand débat, comparable à celui que le référendum a produit en France (je ne parle pas du résultat, moi j'ai voté oui et c'est le non qui l'a emporté, je parle du mécanisme de débat) immense discussion, qui dure des mois voire des années, qui permet aux européens d'aborder franchement cette question, et pas seulement au Farnèse, mais partout dans les cafés comme ceux qui sont en bas, dans les rues autour: que veut-on? Que l'Europe soit demain dans le monde? Une puissance? Une grande Suisse? Une grande ONG? En tout cas il faut que cette question atteigne le grand public par exemple à l'occasion des élections européennes de 2009? Si j'insiste tant là dessus c'est pour souligner que même si le traité constitutionnel avait été adopté par tous, cette question resterait à clarifier. Il faut surmonter cette espèce de répugnance des peuples européens d'aujourd'hui vis-à-vis de l'idée de puissance. Il faut expliquer mieux, en quoi cela consisterait d'être une puissance dans le monde de demain. Si nous pouvions progresser dans ce sens cela nous permettrait de parler sur un meilleur pied avec les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont idéologiques, mais ils sont pragmatiques aussi. Ils ne demandent pas spécialement à avoir des partenaires mais si un partenaire s'imposait à eux, ils feraient avec. Donc là on inspirerait le respect aux Etats-Unis. A propos de ce qu'il faut faire vis à vis de la Chine, de la Russie, du monde arabe, du Proche Orient, de l'idée lancée par l'administration Bush, avec maladresse mais qui recouvre quand même un vrai problème, la question de la démocratisation du monde arabe, nous serions plus forts pour parler aux Etats-Unis sur la base d'une pensée et d'une volonté européenne homogène. C'est encore plus vrai sur les questions globales telles que le climat, l'écologie, les migrations. Il faut réfléchir à une alliance Europe Etats-Unis pour demain, mais il faut le faire en ayant une vision lucide des obstacles à surmonter et d'abord en Europe puisque nous sommes européens. Les ¾ du chemin sont en fait à parcourir, chez nous. Et ça ne sert à rien de reprocher aux Etats-Unis leur unilatéralisme. Ils sont comme ils sont, on peut raconter tout ce que l'on veut sur leur politique, ça ne changera rien. La politique américaine est l'expression du peuple américain, de ses croyances, du rapport de forces à l'intérieur des Etats-Unis et de leur poids. C'est peut-être choquant que nous ne puissions pas tous voter pour élire le président des Etats-Unis, qui est une sorte de président du monde, beaucoup plus que le secrétaire général des Nations Unies. Mais si il y avait un vote mondial je ne sais pas ce que ça donnerait. Peut-être qu'à nous tous européens chinois de Californie? C'est une semi boutade, mais je veux souligner que le travail dépend largement de nous, en Europe. Je souhaiterais pour toutes ces raisons une Europe plus machiavéenne. Je suppose que cette référence peut être comprise en Italie mieux que dans beaucoup d'autres pays où Machiavel est encore victime de la mauvaise réputation que l'Eglise, furieuse que Machiavel ait essayé d'autonomiser la pensée politique par rapport au religieusement correct de l'époque, lui a faite. Machiavéenne: je veux dire par là que Machiavel était un précurseur du nationalisme italien et de l'indépendance nationale dans le bon sens du terme. L'Europe d'aujourd'hui, au lieu de penser ingénument que la «communauté internationale» va être influencée par le soft power européen, son droit, ses normes, son exemple, ses valeurs, devrait mieux analyser les rapports de force mondiaux car ce qui est en train de se produire sous nos yeux ne correspond pas du tout à l'idée qu'on avait de la mondialisation. Il y a quelques années il y a eu la thèse de la fin de l'histoire, celle du nouvel ordre international, la croyance très forte en Europe en la «communauté internationale». Il y a eu les discours français, (j'en ai fait moi le moins possible) sur le «monde multipolaire» ce qui voulait dire que l'on espérait que l'Europe en serait un pôle clef. Dans un premier temps la mondialisation était une occidentalisation, une américanisation, la troisième ou quatrième colonisation. Mais c'est autre chose qui se produit. Le monde multipolaire surgit les anciens pays pauvres émergent, mais de façon concurrentielle. Pendant des dizaines d'années on éprouvait un remords vis-à-vis des pays pauvres que l'on aidait par l'aide au développement (aide dont personne ne savait d'ailleurs si elle favorisait vraiment le développement). Finalement certains de ces pays ont émergé et deviennent des concurrents redoutables. Et là brusquement vos opinions inquiètent. Ce monde multipolaire pourrait se faire sans nous! Et être instable, voire menaçant! Nous serions alors perdants sur tout le tableau. Pour résumer mon propos, je souhaite que nous arrivions à concevoir une nouvelle alliance Europe Etats-Unis pour demain. C'est aux européens de la proposer car les américains ne le feront pas spontanément. Pour cela les européens doivent faire un énorme travail préalable sur eux-mêmes, surmonter leur ingénuité, redevenir plus réalistes, réalistes modernes et ambitieux. En plus c'est comme ça que nous aiderons les Etats-Unis à maîtriser leur propre hubris. Car leur rendrait d'ailleurs service d'avoir quelque chose en face d'eux! Tout cela s'inscrit dans un calendrier de plusieurs années. Les débats européens que nous avons eu ces dernières années, sur les traités, sur la prétendue «constitution», etc... n'ont en fait pas tranché la question de ce que veulent faire et être les européens dans le monde des années qui viennent. Elle est devant nous.



Source: <https://www.hubertvedrine.net>

Homepage > Publications > Ambassade de France en Italie, le 22 février 2006



04/04/2006